

Enquête canadienne sur la situation des entreprises, troisième trimestre de 2021

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le vendredi 27 août 2021

Le produit intérieur brut (PIB) réel a diminué de 0,3 % en mai, après avoir reculé de 0,5 % en avril. L'activité économique globale se situait à environ 2 % en deçà du niveau observé en février 2020, avant la pandémie de COVID-19.

De juillet au début d'août 2021, Statistique Canada a mené l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises. Cette dernière permet de recueillir des renseignements sur les attentes des entreprises concernant leur avenir et sur les répercussions actuelles de la pandémie sur les entreprises au Canada.

Au cours des trois prochains mois (voir la note aux lecteurs), plus du quart des entreprises s'attendaient à une diminution de leur rentabilité, 14,8 % s'attendaient à un recul de leurs ventes, plus du cinquième prévoyaient hausser leurs prix et près des quatre cinquièmes s'attendaient à ce que leur nombre d'employés demeure le même. Les entreprises s'attendaient également à devoir faire face à divers obstacles à court terme.

Les entreprises ont une opinion partagée sur la rentabilité et les ventes à court terme, selon l'industrie

Plus du quart (27,2 %) de l'ensemble des entreprises s'attendaient à ce que leur rentabilité diminue au cours des trois prochains mois (voir la note aux lecteurs), tandis que 13,7 % d'entre elles s'attendaient à ce qu'elle augmente. Près de trois cinquièmes (56,5 %) des entreprises s'attendaient à ce que leur rentabilité soit relativement inchangée. Les attentes en matière de rentabilité future diffèrent selon l'industrie. Pour les entreprises du secteur des services d'hébergement et de restauration, alors que près des deux cinquièmes s'attendaient à ce que leur rentabilité diminue (39,3 %) ou demeure à peu près la même (38,0 %), plus du cinquième (22,4 %) s'attendaient à une augmentation de leur rentabilité. En outre, plus du tiers des entreprises des secteurs du transport et de l'entreposage (35,7 %) et des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (35,1 %) s'attendaient à une diminution de leur rentabilité au cours des trois prochains mois. En revanche, plus du cinquième des entreprises du secteur du commerce de détail (20,9 %) et près du cinquième des entreprises du secteur du commerce de gros (19,3 %) s'attendaient à une croissance de leur rentabilité.

Plus du cinquième (21,7 %) des entreprises s'attendaient à augmenter leurs prix au cours des trois prochains mois, ce qui représente une proportion légèrement plus élevée par rapport à celle des entreprises qui s'attendaient à le faire au deuxième trimestre (19,9 %). Les entreprises des secteurs du commerce de gros (38,7 %), de la fabrication (36,4 %) et des services d'hébergement et de restauration (34,5 %) étaient les plus susceptibles de s'attendre à augmenter leurs prix.

Près des quatre cinquièmes (78,2 %) des entreprises s'attendaient à conserver le même nombre d'employés au cours des trois prochains mois, ce qui constitue une proportion semblable à celle déclarée au cours du deuxième trimestre (77,6 %). En revanche, 7,1 % des entreprises s'attendaient à ce que leur nombre d'employés diminue, en baisse par rapport à la proportion de 8,8 % enregistrée le trimestre précédent. Dans le secteur des services d'hébergement et de restauration, 16,0 % des entreprises s'attendaient à une diminution de leur nombre d'employés au cours des trois prochains mois, en baisse par rapport à la proportion observée le trimestre précédent (20,5 %).

En ce qui concerne les postes vacants, 8,3 % des entreprises s'attendaient à avoir plus de postes vacants au cours des trois prochains mois. Toutefois, dans le secteur des services d'hébergement et de restauration, près du cinquième (18,6 %) des entreprises s'attendaient à avoir plus de postes vacants, en hausse par rapport à la proportion de 13,4 % enregistrée le trimestre précédent.



Survie des entreprises et plans pour la prochaine année

Plus de la moitié (53,9 %) des entreprises ont déclaré qu'elles pourraient continuer leurs activités à leur niveau actuel de revenus et de dépenses pendant 12 mois ou plus avant d'envisager la fermeture ou la faillite, comparativement à plus des deux tiers (68,5 %) des entreprises qui ont déclaré la même chose au deuxième trimestre. À l'instar du deuxième trimestre, 6,8 % des entreprises ont déclaré qu'elles pourraient continuer leurs activités pendant moins de 12 mois. Moins du cinquième des entreprises du secteur des services d'hébergement et de restauration (16,9 %) ont déclaré qu'elles pourraient continuer leurs activités à leur niveau actuel de revenus et de dépenses pendant moins de 12 mois avant d'envisager la fermeture ou la faillite, en baisse par rapport au trimestre précédent (22,8 %).

Près de la moitié (49,4 %) des entreprises ont déclaré qu'elles pourraient continuer leurs activités à leur niveau actuel de revenus et de dépenses pendant 12 mois ou plus avant d'envisager de mettre à pied du personnel, en baisse par rapport à plus des trois cinquièmes (61,6 %) des entreprises qui ont déclaré la même chose au deuxième trimestre. Parallèlement, plus de 1 entreprise sur 6 (17,7 %) a déclaré qu'elle pouvait continuer ses activités pendant moins de 12 mois avant d'envisager de mettre à pied du personnel. Les entreprises des secteurs des services d'hébergement et de restauration (34,5 %), des arts, des spectacles et des loisirs (33,7 %) et de la fabrication (24,3 %) étaient plus susceptibles de déclarer qu'elles pourraient continuer leurs activités à leur niveau actuel de revenus et de dépenses pendant moins de 12 mois avant d'envisager de mettre à pied du personnel.

En outre, 1 entreprise sur 8 (12,9 %) avait des plans pour s'agrandir ou se restructurer, ou investir dans d'autres entreprises ou en acquérir au cours de la prochaine année. À l'instar du deuxième trimestre, 3,2 % des entreprises avaient des plans de transfert ou de vente au cours de la prochaine année. Parallèlement, 1,6 % des entreprises avaient des plans de fermeture, ce qui correspond à un pourcentage relativement inchangé par rapport à celui de 1,3 % enregistré au deuxième trimestre.

Près de quatre cinquièmes (79,3 %) des entreprises avaient les liquidités ou les actifs liquides nécessaires pour continuer leurs activités au cours des trois prochains mois. Près du cinquième (19,0 %) des entreprises ont déclaré qu'elles n'avaient pas la capacité de s'endetter davantage. Parmi celles-ci, les raisons les plus fréquemment invoquées étaient le manque de confiance ou l'incertitude quant aux ventes futures (41,0 %), les flux de trésorerie (39,6 %) et le fait que la demande serait refusée (15,9 %).

Les entreprises s'attendent à devoir faire face à divers obstacles, notamment des pénuries de main-d'œuvre et des problèmes d'approvisionnement

Les entreprises doivent faire face à divers obstacles et composer avec des perspectives incertaines. La hausse du coût des intrants, y compris la main-d'œuvre, le capital, l'énergie et les matières premières, était l'obstacle courant le plus attendu au cours des trois prochains mois (38,5 %). Cette proportion était semblable à celle des entreprises qui s'attendaient à ce que cela soit un obstacle au deuxième trimestre (37,8 %). La hausse du coût des intrants était attendue comme un obstacle pour environ 3 entreprises sur 5 des secteurs de la fabrication (65,4 %), des services d'hébergement et de restauration (59,6 %) et de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (58,0 %).

Les entreprises s'attendaient à affronter des obstacles liés à la main-d'œuvre. Le recrutement d'employés qualifiés était attendu comme un obstacle pour plus du tiers (34,6 %) des entreprises, surtout celles dans les secteurs des services d'hébergement et de restauration (55,3 %), de la fabrication (46,9 %) et de la construction (41,1 %). De plus, la pénurie de main-d'œuvre était attendue comme un obstacle pour 30,3 % des entreprises, tandis que le maintien en poste d'employés qualifiés était attendu comme un obstacle pour près du quart (24,5 %) des entreprises.

Plus du quart (25,3 %) des entreprises s'attendaient à ce que le coût des assurances soit un obstacle au cours des trois prochains mois. Cela était le cas de plus des deux cinquièmes des entreprises des secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (41,6 %) et de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz (41,0 %).

Plus du cinquième (22,6 %) des entreprises s'attendaient à ce que les fluctuations de la demande des consommateurs soient un obstacle au cours des trois prochains mois. Cela était le cas d'environ le tiers des entreprises des secteurs des arts, des spectacles et des loisirs (33,8 %), du commerce de détail (33,1 %) et des services d'hébergement et de restauration (32,6 %).

La moitié (50,1 %) des entreprises du secteur de la construction et plus des deux cinquièmes (41,9 %) des entreprises du secteur de la fabrication s'attendaient à avoir de la difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures au pays au cours des trois prochains mois. Plus du tiers des entreprises des secteurs du commerce de gros (36,1 %) et de la fabrication (34,4 %) s'attendaient à avoir de la difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures à l'étranger.

Tableau 1
Obstacles attendus par les entreprises ou organismes au cours des trois prochains mois, selon certaines industries, troisième trimestre de 2021

	Ensemble des entreprises	Fabrication	Commerce de gros	Commerce de détail	Arts, spectacles et loisirs	Services d'hébergement et de restauration
	% des entreprises					
Augmentation du coût des intrants	38,5	65,4	51,5	38,8	32,1	59,6
Recrutement d'employés qualifiés	34,6	46,9	27,2	37,8	26,0	55,3
Pénurie de main-d'œuvre	30,3	41,4	28,0	33,7	25,9	60,2
Coût des assurances	25,3	26,2	20,9	21,5	27,6	38,7
Maintien en poste des employés qualifiés	24,5	29,6	21,3	28,5	20,0	42,7
Coûts liés au transport	22,8	41,0	45,0	28,6	8,6	19,7
Fluctuations de la demande des consommateurs	22,6	30,2	25,4	33,1	33,8	32,6
Difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures au pays	22,5	41,9	29,6	29,6	11,3	20,2
Attirer de nouveaux clients ou les clients actuels	21,7	27,0	21,7	30,4	42,2	33,8
Coût de l'équipement de protection individuelle (EPI), du nettoyage supplémentaire, de la mise en œuvre des mesures pour la distanciation physique	20,2	19,6	13,3	19,6	21,4	40,3
Maintien de flux de trésorerie suffisants ou gestion de la dette	18,0	18,7	18,4	18,5	24,4	30,9
Intensification de la concurrence	17,5	14,5	14,9	25,2	9,8	27,3
Réglementations gouvernementales	17,3	14,7	13,4	14,4	30,7	28,5
Maintien des niveaux des stocks	16,1	30,2	32,7	42,5	7,8	19,4
Restrictions de voyage et interdictions de voyager	15,4	22,6	24,4	17,4	24,3	24,5
Difficulté à acquérir des intrants, des produits ou des fournitures de l'étranger	15,0	34,4	36,1	27,0	6,9	13,0
Demande insuffisante pour les biens ou les services offerts	13,9	20,0	11,7	14,2	23,7	23,2
Vitesse de la connexion Internet	9,9	7,4	8,6	9,7	10,6	12,0
Obtention de financement	9,4	12,1	5,3	8,4	13,4	15,7
Manque d'espace ou d'équipement	7,8	14,6	14,5	8,1	11,6	7,9
Protection de la propriété intellectuelle	2,9	2,9	1,1	3,5	2,5	0,8
Défis liés à l'exportation de biens et de services	2,5	8,6	6,8	2,4	1,1	3,0
Autre	1,6	2,3	1,0	0,8	0,6	1,3
Aucun	21,2	9,4	13,6	14,9	15,5	6,5

Source(s) : Tableau 33-10-0364-01.

Les entreprises externalisent des tâches, des projets et des contrats de courte durée

Au cours des 12 mois précédents, plus du cinquième (21,4 %) des entreprises ont externalisé des tâches, des projets ou des contrats de courte durée à l'aide de pigistes, de travailleurs à la demande ou d'autres entreprises ou organisations. Les entreprises des secteurs de l'information et de la culture (35,5 %) étaient les plus susceptibles de l'avoir fait. Parmi les entreprises qui ont externalisé des tâches, des projets ou des contrats de courte durée, plus du quart (26,3 %) ont utilisé une plateforme numérique, une application ou un site Web d'un tiers pour le faire. Les activités les plus couramment externalisées au moyen d'une plateforme numérique d'une tierce partie étaient le développement de sites Web ou de logiciels et la programmation informatique (51,6 %), les services juridiques et de comptabilité ou d'autres services professionnels (39,1 %), la conception graphique et la production audiovisuelle (38,3 %), ainsi que le soutien aux ventes et au marketing (32,7 %).

Les entreprises prévoient une diminution de leurs espaces à bureaux en raison du plus grand nombre de travailleurs devant faire du télétravail

Plus du quart (27,8 %) des entreprises prévoient qu'une partie de leur effectif continuerait de faire principalement du télétravail une fois la pandémie de COVID-19 terminée. Les entreprises les plus susceptibles de s'attendre à ce que certains de leurs employés fassent principalement du télétravail étaient celles des secteurs de l'information et de la culture (53,4 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (51,5 %) et de la finance et des assurances (44,8 %). Parmi les entreprises qui s'attendaient à ce que leur personnel fasse du télétravail, près de 1 entreprise sur 6 (14,7 %) prévoyait une diminution de ses espaces à bureaux en raison du plus grand nombre d'employés en télétravail.

Organismes sans but lucratif

Près de quatre cinquièmes (77,8 %) des organismes sans but lucratif s'attendaient ce que leur nombre d'employés reste le même au cours des trois prochains mois, tandis que 14,5 % s'attendaient à ce que leur nombre d'employés augmente. Trois cinquièmes (60,5 %) des organismes sans but lucratif s'attendaient à ce que leur bénéfice d'exploitation demeure à peu près le même au cours des trois prochains mois, tandis que 15,7 % s'attendaient à ce que leur bénéfice d'exploitation augmente. Près de trois cinquièmes (58,8 %) des organismes sans but lucratif s'attendaient à ce que leurs frais d'exploitation demeurent à peu près les mêmes, tandis que près du quart (24,8 %) s'attendaient à ce que leurs frais d'exploitation augmentent au cours des trois prochains mois.

Les organismes sans but lucratif ont indiqué que les obstacles les plus courants auxquels ils s'attendaient au cours des trois prochains mois étaient le recrutement d'employés qualifiés (35,4 %) et le maintien en poste d'employés qualifiés (25,3 %). Néanmoins, la majorité des organismes sans but lucratif (89,7 %) étaient optimistes quant aux perspectives de leur organisme au cours des 12 prochains mois.

Note aux lecteurs

Il est maintenant possible de consulter les données de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises. Les tableaux présentent les données à l'échelle nationale, provinciale et territoriale, selon le secteur d'activité, la taille de l'effectif, le type d'entreprise et le propriétaire majoritaire. Les données sont également disponibles sur demande pour les 20 plus grandes villes du Canada.

Les données qui figurent dans le présent communiqué proviennent de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises de Statistique Canada. Les résultats de cette enquête s'appliquent à toutes les entreprises ayant des salariés au Canada. L'enquête est menée tous les trimestres afin de recueillir des données auprès des entreprises au Canada de manière plus efficace et plus rapide qu'avec les méthodes d'enquête traditionnelles.

L'enquête la plus récente a été menée du 2 juillet au 6 août 2021. Les répondants ont été questionnés à propos de leurs attentes pour la période des trois mois suivants. Par conséquent, cette période des trois prochains mois peut s'échelonner du 2 juillet au 6 novembre 2021, selon la date de la réponse de l'entreprise.

L'enquête a permis de recueillir des données auprès des entreprises au sujet de la situation économique actuelle, et elle servira à bien évaluer les besoins de celles-ci afin de mettre en place des mesures de soutien pendant et après la pandémie de COVID-19. Statistique Canada souhaite remercier tous les Canadiens et toutes les Canadiennes qui ont pris le temps de participer à cette enquête. Leur collaboration permet de mieux comprendre les répercussions de la COVID-19 sur l'économie et les entreprises canadiennes.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5318.

Tableaux disponibles : 33-10-0363-01 à 33-10-0394-01 .

L'infographie intitulée « [Situation des entreprises au Canada, troisième trimestre de 2021](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Infographies (11-627-M)*, est disponible.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca) ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).